



Berne, le 22 juin 2022

---

# **Modification de l'ordonnance réglant l'admission à la circulation routière (OAC ; RS 741.51), de l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OCCR ; RS 741.013) et de l'ordonnance sur les moniteurs de conduite (OMCo ; RS 741.522)**

**Mise en œuvre des motions 17.4317 Caroni  
« Circulation routière. Procédures plus  
équitables » et 17.3520 Graf-Litscher « Non à  
une double sanction des conducteurs  
professionnels ! »**

## **Commentaires**

---



## **1 Contexte, motifs et objectifs de la révision**

Deux motions adoptées réclament des adaptations en matière de retrait du permis de conduire :

La **motion 17.4317 Caroni « Circulation routière. Procédures plus équitables »** exige que la procédure relative à la saisie policière et au retrait de permis d'élève conducteur ou de permis de conduire à titre préventif devienne plus rapide et plus transparente. En outre, elle vise à impliquer davantage dans la procédure les personnes qui encourent un retrait du permis de conduire et à leur conférer plus de droits.

La **motion 17.3520 Graf-Litscher « Non à une double sanction des conducteurs professionnels ! »** demande quant à elle une différenciation accrue entre l'usage à titre privé et l'usage à titre professionnel du permis de conduire lors de son retrait. En effet, en plus de se voir retirer le permis de conduire, les personnes qui conduisent des véhicules à titre professionnel risquent souvent de perdre leur poste de travail. Il s'agit d'atténuer ce risque en donnant la possibilité à l'autorité cantonale d'autoriser les intéressés à effectuer des trajets nécessaires à l'exercice de leur profession pendant la durée d'un retrait de permis, afin que toutes les personnes concernées par un retrait du permis de conduire ressentent des effets comparables.

La révision du droit en question permettra de prendre en considération les exigences du Parlement tout en tenant compte des avis formulés dans le cadre de la consultation.

## **2 Commentaire des dispositions**

### **2.1 Ordonnance du 28 mars 2007 sur le contrôle de la circulation routière (OCCR ; RS 741.013)**

*Art. 33, al. 2, du projet OCCR*

Il est désormais précisé dans les actuels art. 54, al. 5 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR, RS 741.01) et art. 33, al. 2, OCCR que la police devra transmettre les permis d'élève conducteur et de conduire ainsi que les permis de circulation et les plaques de contrôle saisis à l'autorité cantonale chargée des retraits de permis dans un délai de trois jours ouvrés. Il est également spécifié que l'attestation écrite de saisie doit toujours y être jointe et contenir une brève justification du retrait. Dans la mesure du possible, le rapport de police sera transmis en même temps. À défaut, il devra être remis sans délai. Cela peut être le cas notamment lorsque la documentation d'un accident prend plus de trois jours ouvrés en raison de la complexité de ce dernier.

Par « jours ouvrés », on entend du lundi au vendredi. Les jours fériés officiels ne sont pas considérés comme des jours ouvrés. Le délai est considéré comme respecté si au moins les permis et plaques de contrôle saisis ainsi que l'attestation de saisie correspondante, accompagnée d'une brève justification, sont transmis par la poste ou par la voie interne à l'autorité de saisie le dernier jour du délai.

### **2.2 Ordonnance du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière (OAC ; RS 741.51)**

*Art. 30, al. 1, du projet OAC*

L'al. 1 fait simplement l'objet d'une adaptation rédactionnelle. Sa teneur demeure inchangée. Il est désormais précisé que le retrait à titre préventif du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire de la personne concernée est une prérogative de l'autorité cantonale et qu'elle le matérialise par une décision.

*Art. 30, al. 2, du projet OAC (nouveau)*

L'art. 54, al. 5, LCR précise désormais que l'autorité cantonale dispose de dix jours ouvrés à compter de la saisie d'un permis d'élève conducteur ou d'un permis de conduire pour prononcer au moins le retrait à titre préventif du permis qui lui a été transmis. Ce délai de dix jours ouvrés court à partir de la date de saisie du permis par la police. Par « jours ouvrés », on entend du lundi au vendredi. Les jours fériés officiels ne sont pas considérés comme des jours ouvrés. Si, dans ce délai, l'autorité ne peut pas décider au moins le retrait préventif du permis, elle doit restituer celui-ci – du moins provisoirement jusqu'à une éventuelle décision de retrait - à son titulaire. La restitution du permis à son titulaire permet de rétablir, du moins provisoirement, l'autorisation de conduire.

L'Office fédéral des routes (OFROU) évaluera les effets de cette nouvelle réglementation cinq ans après son entrée en vigueur et publiera les résultats à l'issue de l'évaluation.

*Art. 30a du projet OAC (nouveau)*

Les titulaires d'un permis d'élève conducteur ou d'un permis de conduire retiré à titre préventif pourront désormais exiger tous les trois mois, sur demande écrite, que l'autorité cantonale réévalue le retrait. La demande pourra être déposée pour la première fois trois mois après l'entrée en force de la décision de retrait (al. 1), puis de nouveau trois mois après l'entrée en force d'une décision concernant le maintien du retrait à titre préventif (al. 2). La demande ne doit pas obligatoirement être motivée. L'autorité dispose d'un délai de 20 jours ouvrés pour traiter la demande de réévaluation (al. 3). Là encore, on entend par « jours ouvrés » le lundi au vendredi, et les jours fériés officiels ne sont pas considérés comme des jours ouvrés. Durant ce laps de temps, l'autorité devra se prononcer, au moyen d'une décision sujette à recours, en faveur du maintien du retrait à titre préventif si les sérieux doutes sur l'aptitude à la conduite de la personne concernée persistent ou, à défaut, restituer le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire retiré à son titulaire. Étant donné qu'une réévaluation du retrait préventif ne peut être demandée qu'après l'entrée en force de la décision relative au retrait préventif ou à son maintien, il n'y a pas de risque de procédures parallèles.

*Art. 30b du projet OAC, titre*

Le titre du nouvel 30b (ancien art. 30a) n'est modifié que dans la version italienne pour des raisons linguistiques.

*Art. 30b, al. 1, du projet OAC*

Les particuliers peuvent communiquer des doutes sur l'aptitude à la conduite d'une autre personne à l'autorité cantonale. Si l'auteur de la communication le demande, il peut rester anonyme vis-à-vis de la personne signalée. La garantie de l'anonymat suppose que l'auteur de la communication apporte la preuve de l'existence d'un intérêt digne de protection à ce que son identité ne soit pas divulguée. Cette preuve permet d'éviter des communications abusives ou malintentionnées par exemple. Il appartiendra à l'autorité compétente d'apprécier au cas par cas ce qui représente un intérêt digne de protection. Il devra s'agir d'un intérêt objectivement digne de protection, c'est-à-dire que l'auteur de la communication subira ou pourra subir un préjudice en cas de violation de la confidentialité et qu'il y a lieu de supposer que l'anonymat est nécessaire. C'est notamment le cas pour la famille proche, mais des voisins proches ou des personnes de l'entourage professionnel peuvent également avoir un intérêt digne de protection à la confidentialité de leur communication.

L'Office fédéral des routes (OFROU) évaluera les effets de cette nouvelle réglementation cinq ans après son entrée en vigueur et publiera les résultats à l'issue de l'évaluation.

*Art. 30b al. 3, du projet OAC (nouveau)*

En règle générale, les personnes soumises à un examen d'évaluation de l'aptitude à la conduite doivent en assumer les coûts. Les frais de procédure sont régis par le droit cantonal applicable. Les cantons

peuvent prévoir des exceptions, par exemple pour éviter que des signalements mal intentionnés n'entraînent des coûts pour la personne qui en fait l'objet. Si une personne a subi un préjudice après des examens d'évaluation payants s'étant révélés indûment effectués à la suite d'un signalement injustifié, elle a droit en principe à des dommages et intérêts ainsi qu'au remboursement des frais et émoluments éventuellement occasionnés. Dans ce cas, la demande correspondante est dirigée contre l'autorité qui a ordonné les examens d'évaluation à réaliser, étant entendu que la procédure est régie par les dispositions de la législation cantonale en matière de responsabilité. Si l'autorité a subi un préjudice résultant d'un signalement injustifié, elle peut former un recours au civil contre l'auteur de la communication infondée. Cette possibilité devrait être indiquée aux personnes souhaitant conserver l'anonymat lorsqu'elles font un signalement.

*Art. 33, al. 5, du projet OAC (nouveau)*

Afin d'éviter des cas de rigueur particuliers dans le domaine professionnel, l'autorité cantonale peut autoriser les titulaires de permis à effectuer des trajets nécessaires à l'exercice de leur profession pendant toute la durée du retrait du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire. Elle définit les modalités des trajets autorisés dans sa décision de retrait. Elle pourra par exemple limiter les trajets autorisés à l'usage de certains véhicules ou genres de véhicules, à certains itinéraires, à certaines fins ou à un périmètre donné. Des restrictions d'horaires pour les trajets sont également envisageables. L'autorité pourra également décider d'autoriser les trajets nécessaires à l'exercice de la profession pendant toute la durée du retrait ou uniquement à certaines périodes, par exemple si les personnes concernées ont la possibilité de poser leurs vacances sur une partie de la période de retrait. Compte tenu du principe de territorialité, l'acceptation de cette autorisation par les États étrangers dépendra de leur législation.

Doivent être considérés comme trajets nécessaires à l'exercice de la profession les trajets constituant l'activité professionnelle à proprement parler, par exemple les trajets d'un chauffeur de poids lourds ou d'un livreur, dont l'activité consiste à transporter des marchandises moyennant salaire, ou les trajets d'un chauffeur de bus ou de taxi, dont le cœur de métier est le transport rémunéré de personnes. Cette notion doit en principe être interprétée au sens strict. Le trajet entre le domicile et le lieu de travail ne sera donc pas considéré comme nécessaire à l'exercice de la profession. Dans des cas particuliers, les autorités cantonales pourront toutefois octroyer des dérogations, par exemple pour les personnes qui ne peuvent pas laisser leur véhicule sur place une fois leur travail accompli, par exemple les chauffeurs de taxi. En pareil cas, elles peuvent trouver une solution aussi praticable que possible, tout en restant au maximum dans les limites du cadre restrictif fixé.

Les trajets nécessaires à l'exercice de la profession ne pourront jamais être autorisés dans le cadre d'un retrait de permis consécutif à une infraction moyennement grave (art. 16b LCR) ou grave (art. 16c LCR), mais uniquement en cas de retrait de permis à la suite d'infractions légères au sens de l'art. 16a LCR. Ces trajets peuvent être autorisés si le permis de conduire n'a pas été retiré plus de deux fois en l'espace de cinq ans. Par ailleurs, une telle autorisation ne peut être accordée aux personnes dont le permis de conduire a été retiré définitivement ou pour une durée indéterminée pour des raisons de sécurité.

Conformément à l'art. 45, al. 1, OAC, cette réglementation des cas de rigueur est aussi applicable, par analogie, aux interdictions de faire usage de permis de conduire étrangers.

*Art. 33, al. 6, du projet OAC*

L'al. 6 correspond à l'ancien art. 33, al. 5, OAC. Afin d'éviter les cas de rigueur, l'autorité cantonale peut toujours retirer le permis pour une durée différente selon la catégorie, la sous-catégorie ou la catégorie spéciale, indépendamment de la nécessité professionnelle.

**2.3 Ordonnance du 28 septembre 2007 sur l'admission des moniteurs de conduite et sur l'exercice de leur profession (OMCo ; RS 741.522)**

*Art. 28 du projet d'OMCo*

L'autorité cantonale chargée des retraits de permis peut octroyer aux moniteurs de conduite l'autorisation de dispenser des cours de conduite pratique ou d'accompagner des stagiaires en formation pendant la durée d'un retrait de permis de conduire, conformément à l'art. 33, al. 5, OAC.